

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://journal-la-mee.fr/1085-proche-orient-marche-de-noel.html>

Proche Orient : marché de Noël

- Pays (international) - Proche orient, Israël, Palestine -

Date de mise en ligne : mercredi 16 janvier 2002

Journal La Mée Châteaubriant

(écrit le 7 novembre 2001)

Un marché de Noël à Bethléem

Imaginez ..

Imaginez de nombreux habitants de Châteaubriant et des environs, qui fouillent leurs armoires et leurs étagères à la recherche de petites choses, de petits bibelots, boules brillantes et Père Noël, boules magiques et coffrets décorés, de tous ces petits objets qu'on peut placer sur un arbre de Noël et qui font penser à la Fête

Imaginez que les enfants des écoles soient sollicités

Imaginez que des centaines de ces petits cadeaux partent directement au Consulat de France, pour alimenter un « marché de Noël » à Bethléem, en Palestine, dans la ville même où est né l'enfant Jésus il y a quelque 2000 ans. Plus que la valeur du don, c'est le geste du don qui compte

C'est la proposition que font, à Châteaubriant, le Comité Palestine, le CCFD, les comités de jumelage avec Radewormvald, Athlone, et la Roumanie, l'association Rencontres, Arcade Amnesty et l'association Sahel,

parce que, compte-tenu de la situation dans les territoires palestiniens, les familles et surtout les enfants de Bethléem sont

privés de festivités et d'activités récréatives depuis un an. Cette année, la municipalité a confié au Bethléem Peace Center l'organisation des fêtes de fin d'année qui tournent toutes autour du 15-20 décembre : fin du Ramadan (Eid al Adha, le 15 décembre), fêtes de Noël et de l'Épiphanie pour les rites catholiques, orthodoxes et arméniens.

Tous ces cadeaux seront vendus, à Bethléem, sur un « Marché de Noël » et l'argent recueilli servira à distribuer de la nourriture et des vêtements aux enfants les plus défavorisés de cette ville où 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Nous vous dirons prochainement où il vous sera possible de déposer ces dons qui seront ensuite envoyés directement à Bethléem par le Consulat de France.

Un olivier

Par ailleurs une opération « 50 F pour un olivier » sera prochainement lancée par l'association Gaza-Jérusalem, pour aider à replanter ceux qui ont été détruits par les invasions israéliennes.

Contacts : à Châteaubriant, Louis DAVID, 02 40 28 43 87 - et à St Herblain, Jean-Claude Valomet : 02 40 47 79 04

écrit le 2 janvier 2002

Arafat privé de messe à Noël

Un musulman privé de messe catholique, la chose n'est pas banale. C'est pourtant ce qui est arrivé au leader palestinien Yasser Arafat (dont la femme est chrétienne) qui n'a pas pu aller à la messe de la Nativité à Bethléem, parce que les armées israéliennes d'Ariel Sharon l'ont empêché de quitter Ramallah.

Cette décision du gouvernement israélien a suscité de nombreuses condamnations, y compris en Israël même (mais à l'exception, notable, des Etats-Unis)

Le pape Jean Paul II, qui avait fait des démarches diplomatiques pour lever l'interdit, a souligné dans son homélie l'universalité du message de Noël, symbole de paix, rappelant que c'est « une nuit sainte pour tous ».

Selon Paris, cet interdit « entache l'image des autorités israéliennes ». Le ministère français des Affaires étrangères avait auparavant estimé qu'« Israël s'honorerait » à ne pas entraver la présence de M. Arafat à une cérémonie qui, « par son caractère de rassemblement, est particulièrement symbolique pour la terre sainte ».

La Belgique, la Grèce, la Chine même ont « regretté » l'interdit israélien qui compromet « l'indispensable relance du dialogue politique au Moyen-Orient »

L'unique réaction officielle du monde arabe est venue d'Egypte, où le ministre des Affaires étrangères Ahmed Maher a estimé que l'interdit israélien témoignait de la « politique malveillante » de l'Etat juif et de sa « persistance à défier les résolutions de l'ONU ». La presse arabe a toutefois été quasi unanime à dénoncer cette décision israélienne. « Sharon veut prendre les organisations palestiniennes au piège, (en les incitant) à répondre à l'injure à (...) M. Arafat par une nouvelle opération (militaire), afin de prouver au monde pour la millième fois que les Palestiniens sont des terroristes », a écrit, le 25 décembre, le journal Al-Ahram, le plus grand quotidien égyptien.

Le quotidien tunisien Le Temps estimait de son côté que « Sharon et ses adeptes ne pouvaient donner au monde meilleur exemple de l'intolérance religieuse, pratiquée par Israël ».

Le coffre

du patriarche

La stratégie d'humiliation à l'égard du président Arafat, est allée très loin : il avait été question qu'Arafat prenne des voies détournées pour se rendre quand même à Bethléem, mais le bouclage israélien était total. En fin de matinée, le convoi du patriarche latin, Mgr Michel Sabbah, qui était venu à Ramallah témoigner sa solidarité au chef de l'Autorité palestinienne, a même été fouillé de fond en comble par les militaires israéliens, sur la foi d'un rapport des services de renseignement, convaincus que M. Arafat profiterait de l'occasion pour se glisser dans le cortège. Mgr Sabbah aurait même été invité, selon l'agence Reuters, à faire ouvrir le coffre de son véhicule, afin de vérifier si le président de l'Autorité palestinienne ne s'y trouvait pas. Un peu plus tard, un message du Vatican dénonçant une mesure « arbitraire » laissait lui aussi de marbre les autorités israéliennes.

Dans l'église Sainte-Catherine, où a été célébrée la messe comme de coutume, Mgr Sabbah a adressé un salut appuyé au président palestinien, auquel il a rappelé sa mission de conduire son peuple « sur le chemin de la liberté ». Condamnant « les forts qui asservissent les faibles », la « terreur qui est le péché du fort » et qui est aussi « un prétexte pour ne pas faire la paix », Mgr Sabbah a invité les Israéliens à s'interroger sur ce que veulent les Palestiniens, « la liberté », a-t-il dit et il a ajouté :

« La sécurité [pour les Israéliens] sera le fruit de cette liberté. » Il y a six ans, lors de la première messe de Noël célébrée après la fin de l'occupation israélienne de Bethléem, Mgr Sabbah avait annoncé « le début de la liberté palestinienne et le début de la réconciliation ».

A Beyrouth, où la presse ne paraissait pas le jour de Noël, l'archevêque grec-catholique de Beyrouth, Mgr Joseph Kallas, a dénoncé dans son homélie « l'autre forme de terrorisme qui sévit à Bethléem, qui tue, détruit et se déguise sous des valeurs racistes injustes ».

A Damas, le vicaire patriarcal grec-catholique, Mgr Isidore Battica, a évoqué « les souffrances des habitants de la Palestine, interdits d'être heureux et empêchés de se rendre à Bethléem à cause de la répression israélienne ».

(écrit le 16 janvier 2002)

M. Sidr, maire de Jéricho, est venu à Châteaubriant, le mercredi 9 janvier 2002, à la demande du Comité Palestine-Méditerranée du Pays de Châteaubriant. C'était sa 5e visite en France. « Votre présence à nos côtés, l'intérêt que vous manifestez pour notre problème est pour nous un réconfort moral qui nous fait du bien ». a-t-il dit.

Jeune, une quarantaine d'année, ce maire a été nommé par l'Autorité Palestinienne en 1996 quand les premiers territoires ont été rendus aux Palestiniens. « Depuis, nous espérons des élections démocratiques, tout était prêt pour le vote, mais nous sommes bloqués tant que n'existe pas réellement un Etat Palestinien. Les accords d'Oslo nous avaient donné cet espoir. Les accords d'Oslo sont caducs, c'est Ariel Sharon, le chef israélien, qui le dit lui-même ».

Le maire de Jéricho est venu à Châteaubriant rencontrer les élus de la communauté de communes du castelbriantais pour voir de quelle façon celle-ci pouvait l'aider. Cela peut prendre des formes individuelles (appel à un parrainage d'enfants de Jéricho) ou plus collectives : accueil de stagiaires de Palestine dans différents services municipaux (informatique, urbanisme et autres) ou dans des exploitations agricoles. Le maire de Jéricho a bien expliqué quels étaient les besoins de son peuple, en matière de formation : 60 % de la population a moins de 18 ans et est avide de savoir.

Jéricho est une ville de 15 000 habitants (32 000 avec les camps de réfugiés qui entourent la ville). Elle est l'une des rares villes de Palestine à ne pas manquer d'eau puisqu'elle dispose d'une source. Elle est le véritable panier de fruits de la Palestine et un centre important de tourisme. Du moins elle était tout cela avant la guerre avec Israël, puisque, désormais, elle est ceinturée d'un large fossé qui empêche même les agriculteurs de rejoindre leurs champs.

Le maire de Jéricho a beaucoup parlé de la situation politique de son pays. Il a condamné fermement les attentats-suicides mais il souffre de la différence de traitement médiatique qu'il ressent : « à la lecture de la presse mondiale, les Palestiniens sont tous des terroristes. Les morts israéliens ont plus d'importance que les morts palestiniens, et, surtout depuis le 11 septembre 2001, les grandes puissances, y compris les pays arabes, se sont rangées dans le camp des Etats-Unis, dans le camp des Israéliens ».

Il est vrai que, par un renversement d'opinion, les Palestiniens qui sont victimes de l'occupant israélien, passent maintenant pour des agresseurs, alors qu'ils ne font que défendre le peu de territoire qu'on veut bien leur laisser, ou plutôt qu'on leur laisse de moins en moins puisque les colonies israéliennes grignotent peu à peu la totalité de ce qui reste de l'ancien territoire palestinien. On a même entendu, ce 10 janvier 2002, le chef israélien Ariel Sharon, faire appel à l'immigration de juifs d'Europe pour renforcer le poids démographique des Israéliens .

Le maire de Jéricho a expliqué aussi comment le territoire palestinien est fragmenté, sillonné, contrôlé par les forces militaires israéliennes. « Nous n'avons même pas de frontière indépendante. Pour sortir des territoires palestiniens il nous faut toujours passer par un poste de contrôle israélien ».

Sabotage

Le maire de Jéricho a expliqué comment, méthodiquement, Sharon sabote toute avancée d'un quelconque processus de paix.

Sharon, c'est l'homme qui, en 1982, a élaboré un plan baptisé, « Grands Pins » qui offrait selon lui des perspectives grandioses. Un : pulvériser l'OLP (organisation de libération de la Palestine).. Deux : faire élire président libanais le chef des phalangistes chrétiens, Béchir Gémayel, qui signerait la paix avec Israël. Trois : repousser loin les forces syriennes, peut-être même hors du Liban. Quatre : voir les réfugiés palestiniens du Liban expulsés vers la Jordanie. Cinq : là, les Palestiniens renversent la monarchie hachémite et instaurent un Etat Palestinien. Six : officialiser le Grand Israël et inciter les Palestiniens des territoires occupés à aller dans « leur pays », de l'autre côté du Jourdain.

Ce plan n'a pas fonctionné , les Européens ont empêché Sharon d'en « finir » avec Yasser Arafat, en lui offrant une sortie vers Tunis. Puis le massacre de Sabra et Chatila (estimation moyenne : 1 000 morts, 2 000 disparus parmi les réfugiés palestiniens), préparé par les Phalanges sous supervision de Tsahal et destiné à créer la panique chez les Palestiniens, prélude à leur exode, s'est retourné contre son instigateur. Les Etats-Unis ont « lâché » Israël, sous l'oeil narquois des Syriens. Sharon s'est retrouvé l'homme le plus controversé d'Israël.

Mais Sharon, qui est actuellement très populaire en Israël, voire leader incontesté, y compris par la gauche de son pays, reste convaincu qu'il s'en est fallu de très peu pour que son plan aboutisse et il n'a pas aimé du tout que, récemment, lors de la visite qu'il projetait à Londres, on lui rappelle qu'un procès pour « crimes de guerre » lui est intenté à Bruxelles

Son élection triomphale au poste de premier ministre israélien, le 6 février 2001, a sonné le glas des derniers espoirs diplomatiques des Palestiniens. Hostile à la moindre évacuation de colonies israéliennes à Gaza comme en Cisjordanie, l'ancien général, opposé dès le début au processus engagé à Oslo, a profité des circonstances pour revenir autant que possible sur ses acquis.

Sharon, a bien l'intention d'user de son accession au pouvoir pour laisser une image de vainqueur aux seuls dont l'opinion lui importe - « les juifs, pas les goyim [gentils] » (ndlr : les « gentils » ce sont les non-juifs) - et gommer les scories « libanaises » qui salissent sa biographie.

User les Palestiniens

Ariel Sharon suit deux lignes de force : délégitimer Arafat pour que disparaisse toute trace de la reconnaissance mutuelle Israël-OLP, et user les Palestiniens pour parvenir à leur « capitulation ». Ensuite, les options sont ouvertes.

Depuis l'attentat de New-York le 11 septembre 2001, Sharon a pris du poil de la bête. Dans le concert international de « lutte contre le terrorisme » il rêve, tout haut, d'extraire définitivement l'épine palestinienne du pied d'Israël, en la ramenant à ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, selon lui, : « un problème arabe », qu'il revient « aux Arabes de régler ».

Selon le journaliste Shimon Shiffer, qui le suit depuis vingt-cinq ans, Sharon est « convaincu que, si par malheur les

Palestiniens avaient un jour un vrai Etat, ils commenceraient par abattre les avions d'El-Al« . La paix ? Il faut en parler, puisque c'est ce que les Israéliens et la communauté internationale veulent entendre, mais surtout ne pas y croire. Il faut au contraire poursuivre la conquête de la terre d'Israël et imposer, par la force, des solutions qui consolident sa sécurité, puisque, très longtemps encore, Israël restera indésirable pour son environnement arabe. » . Pour Sharon, la paix, dit son confident Reouven Rivlin, ministre de la communication, ce sera pour les prochaines générations. »

En attendant, Ariel Sharon s'efforce de faire passer Yasser Arafat pour un terroriste à plein temps, cela tient à l'hostilité viscérale qu'il éprouve pour Arafat depuis des décennies.

Théâtre

Alors, selon le maire de Jéricho, Ariel Sharon met en scène, comme sur un théâtre, un certain nombre d'événements susceptibles de pousser à bout les Palestiniens. Sa provocation sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem en a été le premier acte, l'encerclement des villes palestiniennes par des fossés profonds, les contrôles tatillons aux frontières des territoires palestiniens, tout est fait pour provoquer l'exaspération du peuple palestinien. Celui-ci qui, d'après les accords d'Oslo, ne doit pas avoir d'armes, ne peut utiliser que les jets de pierres. C'est ce qui explique le retour à l'intifada.

Mais Sharon va plus loin : il fait assassiner des dirigeants palestiniens et s'étonne ensuite des attentats-suicides qu'il suscite en retour : « Les israéliens peuvent assassiner qui ils veulent. Mais ils le font par dosage, à chaque fois qu'un processus de paix paraît devoir s'engager, à chaque fois que l'opinion internationale l'y incite » dit le maire de Jéricho qui pense que les responsables palestiniens sont des assassinés « en réserve »

A propos d'un bateau

En ce moment Israël organise un vaste battage médiatique autour du bateau d'armes arraisonné le 3 janvier 2002 dans les eaux internationales de la mer Rouge, au large des côtes soudanaises, à 500 km des côtes israéliennes. Ce bateau contenait plus de 50 tonnes d'armes destinées, paraît-il, aux Palestiniens.

Cette histoire de bateau a fait passer au second plan la mort de cinq enfants palestiniens d'une même famille, qui ont péri dans l'incendie de la tente qui les abritait dans le sud de Gaza : leur maison avait été détruite par l'armée israélienne quelques jours auparavant.

A propos de ce bateau, le maire de Jéricho s'étonne : « Sur les 15 km de mer dont dispose l'autorité Palestinienne sur la Bande de Gaza, il y a des bateaux israéliens placés sur surveillance de la côte . Même un petit bateau de pêche ne pourrait pas passer inaperçu. Comment un gros bateau d'armes aurait-il pu accoster ? Moi je vois là une machination montée de toutes pièces ».

La direction palestinienne a accusé, dimanche 6 janvier, Israël de « chercher des prétextes pour planifier de nouvelles agressions contre le peuple palestinien et se désengager des accords conclu » avec l'Autorité palestinienne, L'Autorité « dément tout lien » avec cette affaire. L'Iran, également mis en cause par Israël, rejette lui aussi cette accusation.

Harcèlement d'un militant palestinien proche de pacifistes étrangers

Moustapha Barghouti, l'un des principaux responsables du Parti populaire palestinien, qui dirige par ailleurs la plus

importante organisation non gouvernementale palestinienne de santé, a été arrêté à deux reprises et molesté par la police israélienne, mercredi 2 janvier, à Jérusalem.

M. Barghouti avait coordonné, au cours des deux dernières semaines, le déplacement de plusieurs centaines de militants pacifistes internationaux qui avaient arpenté les territoires palestiniens occupés et autonomes, en se heurtant souvent à l'armée israélienne.

Lors d'une conférence de presse organisée dans un grand hôtel de Jérusalem-Est, au terme de cette opération, M. Barghouti a été une première fois arrêté par les gardes-frontières israéliens, qui lui ont reproché d'être venu de Ramallah à Jérusalem sans autorisation.

Retenu quelques heures au commissariat de police central, M. Barghouti a été reconduit au check-point de Ram, établi sur la route de Ramallah. Devant la presse, il y a été interpellé une seconde fois par les gardes-frontières israéliens, lesquels s'en sont pris violemment au groupe de militants pacifistes qui tentait de le protéger. M. Barghouti a été molesté.